

2° les vacances de Pâques commencent le premier lundi d'avril et durent deux semaines. Lorsque Pâques tombe au mois de mars, les vacances de Pâques commencent le lundi après Pâques. Lorsque Pâques tombe après le 15 avril, les vacances de Pâques commencent le deuxième lundi avant Pâques;

3° les vacances d'été : du 6 juillet au 15 août.

Par dérogation au premier alinéa, un inspecteur est autorisé à prendre, après approbation par l'inspecteur général compétent, une semaine de congé de vacances à sa convenance à un autre moment pendant les vacances d'été. »

Art. 24. Dans l'article 56 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° le texte du premier alinéa, 2°, est remplacé par ce qui suit :

« 2° des propositions de formation continue pour les personnels concernés; »

2° dans le deuxième alinéa, les mots "premier inspecteur général" sont remplacés par les mots "inspecteur général coordinateur. » .

Art. 25. Dans l'article 57, deuxième alinéa, du même arrêté, les mots "premier inspecteur général" sont remplacés par les mots "inspecteur général coordinateur. » .

Art. 26. Dans l'article 58 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° le texte du 3° est abrogé;

2° au point 5°, les mots "1°, 2° ou 3°" sont remplacés par les mots "1° ou 2°".

Art. 27. Dans l'article 59, § 1^{er}, du même arrêté, les mots "de type court" sont supprimés.

Art. 28. Les articles 62 et 63 du même arrêté sont supprimés.

CHAPITRE II. — *Modifications à l'arrêté de la Communauté flamande du 15 décembre 1993 pris en exécution du décret du 1^{er} décembre 1993 relatif à l'inspection et l'encadrement des cours philosophiques*

Art. 29. Dans l'article 2, §§ 2 et 3, de l'arrêté de la Communauté flamande du 15 décembre 1993 pris en exécution du décret du 1^{er} décembre 1993 relatif à l'inspection et l'encadrement des cours philosophiques, les mots "premier inspecteur général" sont remplacés à trois reprises par "inspecteur général coordinateur".

CHAPITRE III. — *Dispositions finales*

Art. 30. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} septembre 1999, à l'exception de :

— l'article 20, § 4 et l'article 21, § 5 qui entrent en vigueur le 1^{er} mai 1999;

— l'article 21, §§ 1^{er} à 4 inclus, qui entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2000.

Art. 31. Le Ministre flamand ayant l'Enseignement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 10 décembre 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
P. DEWAELE

Le Ministre flamand de l'Enseignement et de la Formation,
Mme M. VANDERPOORTEN

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2000 — 831

[S - C - 2000/29128]

13 JANVIER 2000. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française relatif à la composition du Conseil d'avis créé par l'article 17bis du décret du 30 mars 1983 portant création de l'Office de la naissance et de l'enfance, tel que modifié

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 30 mars 1983 portant création de l'Office de la naissance et de l'enfance, modifié par le décret du 22 décembre 1983, par le décret du 12 mars 1990, par le décret du 26 juin 1992, par le décret du 6 avril 1998 et par le décret du 8 février 1999, notamment l'article 17bis;

Sur la proposition du Ministre de l'Enfance, chargé de l'enseignement fondamental, de l'accueil et des missions confiées à l'O.N.E.;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 13 janvier 2000,

Arrête :

Article 1^{er}. Le Conseil d'avis est composé de :

1° Six représentantes des travailleurs :

— dont deux sur proposition des organisations syndicales interprofessionnelles représentées au Comité de gestion de l'Office national d'allocations familiales pour travailleurs salariés en charge du Fonds des équipements et de services collectifs;

— dont deux sur proposition des organisations syndicales associées à la gestion du produit des réductions de cotisations de sécurité sociale visé par l'arrêté royal du 5 février 1997 portant des mesures visant à promouvoir l'emploi dans le secteur non marchand, tel que modifié;

— dont deux sur proposition des organisations syndicales représentant les travailleurs du secteur public communal de l'enfance.

2° Six représentant(e)s des employeurs :

— dont un(e) sur proposition des organisations patronales interprofessionnelles représentées au Comité de gestion de l'Office national d'allocations familiales pour travailleurs salariés en charge du Fonds des équipements et de services collectifs;

— dont un(e) sur proposition de l'Union wallonne des entreprises;

— dont deux sur proposition des organisations patronales associées à la gestion du produit des réductions de cotisations de sécurité sociale visé par l'arrêté royal du 5 février 1997 précité;

— dont un(e) sur proposition de l'Union des villes et communes de Wallonie;

— dont un(e) sur proposition de l'Association de la ville et des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

3° Cinq représentant(e)s d'organisations représentatives des femmes ou des familles parmi celles siégeant au Conseil supérieur de l'éducation permanente institué par le décret du 17 mai 1999 créant le Conseil supérieur de l'éducation permanente.

4° Trois représentant(e)s d'organisations, à l'exclusion des organisations reprises sous 1°, 2°, 3° et 5° œuvrant dans le secteur de l'enfance dans le cadre des activités visées :

— soit, par le décret du 30 mars 1983 portant création de l'Office de la naissance et de l'enfance, tel que modifié, notamment son article 2, a, c, f;

— soit, par le décret du 17 mai 1999, fixant les conditions générales d'agrément de centres de vacances, les conditions de subventions aux centres de vacances agréés ainsi que les normes de qualifications du personnel de ces centres;

— soit, par l'article 43 du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse, tel que modifié.

5° Quatre représentant(e)s d'organisations actives dans la formation, la recherche ou l'information dans le secteur de l'enfance, à l'exclusion des organisations reprises sous 1°, 2°, 3° et 4°, ayant bénéficié d'un subside à charge des crédits inscrits au budget de la Communauté française ou de l'Office de la naissance et de l'enfance.

6° Deux représentant(e)s des Observatoires de l'enfance, un(e) issu(e) de l'Observatoire de l'enfance, de la jeunesse et de l'aide à la jeunesse institué par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 8 juin 1998 relatif à l'Observatoire de l'enfance, de la jeunesse et de l'aide à la jeunesse et un(e) issu(e) de l'Observatoire de l'enfant institué par l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 24 juillet 1991 portant création de l'Observatoire de l'enfant et fixant les modalités de fonctionnement de l'Observatoire de l'enfant.

7° Un(e) représentant(e) d'une école de Santé publique, siégeant au Conseil scientifique de l'Office de la naissance et de l'enfance visé à l'article 16, alinéa 2 du décret du 30 mars 1983 précité.

8° Quatre représentant(e)s des Comités subrégionaux visés à l'article 14 du décret du 30 mars 1983 précité, dont un(e) sur proposition du Comité subrégional de Bruxelles; un(e) sur proposition du Comité subrégional de Liège; un(e) sur proposition du Comité subrégional du Hainaut et un(e) sur proposition des comités subrégionaux de Namur, du Brabant wallon et du Luxembourg.

Art. 2. Le Gouvernement désigne les membres du Conseil d'avis conformément à l'article 1^{er} et choisit, sur avis du Conseil d'avis, un(e) président(e) et deux vice-président(e)s.

Le ou la Président(e) et les Vice-Président(e)s sont issus de trois catégories différentes parmi les catégories 1° à 8° visées à l'article 1^{er}.

Une seule de ces personnes peut provenir des catégories 1° ou 2° visées à l'article 1^{er}.

Le Conseil d'avis établit son règlement d'ordre intérieur.

Art. 3. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} février 2000.

Art. 4. Le Ministre ayant les Missions confiées à l'O.N.E. dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 13 janvier 2000.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de l'Enfance,

J.-M. NOLLET

—
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2000 — 831

[S - C - 2000/ 29128]

13 JANUARI 2000. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende de samenstelling van de Adviesraad ingericht door artikel 17bis van het decreet van 30 maart 1983 houdende oprichting van de « Office de la Naissance et de l'Enfance », zoals gewijzigd

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 30 maart 1983 houdende oprichting van de Office de la Naissance et de l'Enfance, gewijzigd bij het decreet van 22 december 1983, bij het decreet van 12 maart 1990, bij het decreet van 26 juni 1992, bij het decreet van 6 april 1998 en bij het decreet van 8 februari 1999, inzonderheid op artikel 17bis;

Op de voordracht van de Minister van Kinderwelzijn, belast met het basisonderwijs, de opvang en de opdrachten toevertrouwd aan de ONE;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 13 januari 2000,

Besluit :

Artikel 1. De adviesraad wordt samengesteld uit :

1° Zes vertegenwoordigers(-sters) van de werknemers :

— twee op de voordracht van de interprofessionele vakverenigingen vertegenwoordigd bij het Beheerscomité van de Rijksdienst voor Kinderbijslag voor Werknemers belast met het Fonds voor uitrustingen en collectieve diensten;

— twee op de voordracht van de vakverenigingen belast met het medebeheer van de opbrengst van de kortingen van de sociale bijdragen bedoeld bij het koninklijk besluit van 5 februari 1997 houdende maatregelen met het oog op de bevordering van de tewerkstelling in de non-profit sector, zoals gewijzigd;

— twee op de voordracht van de vakverenigingen die de werknemers van de gemeentelijke openbare sector van het kinderwelzijn vertegenwoordigen.

2° Zes vertegenwoordigers(-sters) van de werkgevers :

— één op de voordracht van de interprofessionele werknemersverenigingen vertegenwoordigd bij het Beheerscomité van de Rijksdienst voor Kinderbijslag voor Werknemers belast met het Fonds voor uitrustingen en collectieve diensten;

— één op de voordracht van de Union wallonne des entreprises;

— twee op de voordracht van de werknemersverenigingen belast met het medebeheer van de opbrengst van de kortingen van de sociale bijdragen bedoeld bij het voornoemd koninklijk besluit van 5 februari 1997;

— één op de voordracht van de Union des villes et communes de Wallonie;

— één op de voordracht van de Vereniging van de stad en de gemeenten van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest.

3° Vijf vertegenwoordigers (-sters) van verenigingen die de vrouwen of families vertegenwoordigen onder deze die zetelen in de Hoge raad voor permanente opvoeding ingericht bij het decreet van 17 mei 1999 tot oprichting van de Hoge raad voor permanente opvoeding.

4° Drie vertegenwoordigers (-sters) van verenigingen, met uitsluiting van de verenigingen opgenomen onder 1°, 2°, 3° en 5°, die in de sector van het kinderwelzijn werken in het kader van de activiteiten bedoeld :

— ofwel, bij het decreet van 30 maart 1983 houdende oprichting van de Office de la naissance et de l'enfance, zoals gewijzigd, inzonderheid zijn artikel 2, a, c, f;

— ofwel, bij het decreet van 17 mei 1999 betreffende de vakantiecentra;

— ofwel, bij artikel 43 van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd, zoals gewijzigd.

5° Vier vertegenwoordigers (-sters) van verenigingen die werkzaam zijn bij de vorming, het onderzoek en de informatieverstrekking in de sector van het kinderwelzijn, met uitsluiting van de verenigingen opgenomen onder 1°, 2°, 3° en 4°, die een toelage hebben genoten ten laste van de kredieten uitgetrokken op de begroting van de Franse Gemeenschap of de Office de la naissance et de l'enfance.

6° Twee vertegenwoordigers(-sters) van de Waarnemingscentra voor het Kind, één afkomstig van het Waarnemingscentrum voor Kind, Jeugd en Hulpverlening aan de Jeugd ingericht door het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 8 juni 1998 betreffende het Waarnemingscentrum voor Kind, Jeugd en Hulpverlening aan de Jeugd en één afkomstig van het Waarnemingscentrum ingesteld door het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 24 juli 1991 houdende oprichting van het Waarnemingscentrum voor het Kind en bepaling van de nadere regels voor de werking van het Waarnemingscentrum voor het Kind.

7° Een vertegenwoordiger(-ster) van een school voor Gezondheid, die zitting heeft in de Wetenschappelijke raad van de Office de la naissance et de l'enfance bedoeld bij artikel 16, lid 2 van het voornoemd decreet van 30 maart 1983.

8° Vier vertegenwoordigers(-sters) van de subregionale comités bedoeld bij artikel 14 van het voornoemd decreet van 30 maart 1983, waaronder één op de voordracht van het Subregionale comité van Luik; één op de voordracht van het Subregionale comité van Henegouwen en één op de voordracht van de subregionale comités van Namen, Waals Brabant en Luxemburg.

Art. 2. De Regering wijst de leden van de Adviesraad aan overeenkomstig artikel 1 en kiest op advies van de Adviesraad één voorzitter(-ster) en twee ondervoorzitters(-sters).

De voorzitter(-ster) en de ondervoorzitters(-sters) komen alle drie van drie verschillende categorieën onder de categorieën 1° tot 8° bedoeld bij artikel 1. Een enkele persoon mag komen van de categorieën 1° of 2° bedoeld bij artikel 1.

De Adviesraad stelt zijn huishoudelijk reglement vast.

Art. 3. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 februari 2000.

Art. 4. De Minister tot wiens bevoegdheid de Opdrachten toevertrouwd aan de ONE behoren, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 13 januari 2000.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Kinderwelzijn,

J.-M. NOLLET